

ENQUÊTE PUBLIQUE
PREALABLE AU PERMIS D'AMENAGER CONCERNANT L'OPERATION DE
RESTRUCTURATION DES ATELIERS RATP SUR LE SITE DE VAUGIRARD AU
222-224 RUE DE LA CROIX NIVERT DANS LE 15ème ARRONDISSEMENT DE
PARIS

ENQUÊTE PUBLIQUE
DU 21 SEPTEMBRE AU 22 OCTOBRE 2015

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE

Commission d'enquête

François Bertrand

Président

Claude Burlaud

Titulaire

Etienne Fougeron

Titulaire

Décembre 2015

La commission d'enquête a travaillé en vertu de sa désignation par le tribunal administratif de Paris en date du 12 juin 2015 et de l'arrêté du préfet d'Ile de France, préfet de Paris, en date du 26 août 2015 portant ouverture de l'enquête préalable à la délivrance d'un permis d'aménager concernant la restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard à Paris XVème arrondissement et fixant l'organisation de ladite enquête.

L'enquête s'est déroulée du 21 septembre 2015 au 22 octobre 2015 en mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris, soit 32 jours consécutifs, conformément à l'article R123-6 du code de l'Environnement. Douze permanences ont été organisées.

Après avoir étudié l'ensemble des éléments du dossier mis à la disposition du public,

Après avoir visité le site et ses environs,

Après avoir pris en compte l'objet de l'enquête publique, la demande de permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard,

Après avoir constaté que le dossier d'enquête et le registre étaient bien complets et qu'ils ont été mis à la disposition du public, conformément au Code de l'Environnement,

Après avoir constaté que la publicité de l'enquête était correctement réalisée par les annonces légales dans deux journaux, la distribution d'un journal en boîtes aux lettres et l'affichage public et que le site Internet de la préfecture de Paris permettait la libre consultation du dossier d'enquête,

Après avoir constaté que le maître d'ouvrage avait préalablement à l'enquête procédé à une concertation et une large information des habitants du voisinage, créé un site Internet dédié à ce projet, et organisé une réunion ouverte à tous avec la mairie du 15^{ème} arrondissement le 1^{er} avril 2015,

Après avoir organisé plusieurs réunions d'échanges avec la RATP et une réunion publique en mairie du 15^{ème} arrondissement,

Après s'être assuré que l'ensemble de la procédure réglementaire était respectée,

Au terme de cette enquête,

Vu la constitution du dossier soumis à l'enquête comportant une note de présentation du cadre de l'enquête, une note non technique, une étude d'impact avec son résumé non technique, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale compétente, le CGEDD, ainsi que les autres pièces, plans et avis prévus à l'article R123-8 du Code de l'Environnement,

Vu l'objet de l'enquête publique et les objectifs du projet, la réorganisation des ateliers de maintenance des trains, la restructuration du site de Vaugirard et la participation à l'effort de création de logements en Ile de France.

Vu les 5 registres d'enquête et les 61 contributions du public,

Vu les avis émis par les Personnes Publiques, services de la Mairie de Paris, direction de la voirie, service de l'assainissement, direction de la petite enfance et direction de l'urbanisme, ainsi que les avis du service régional de l'archéologie et de l'Architecte des Bâtiments de France, tous favorables ou tacitement favorables lorsqu'ils rappellent simplement les règlements et les obligations normales du pétitionnaire,

Vu l'avis réservé de la Mairie du 15^{ème} arrondissement, demandant que soient préservés le «cadre et la qualité de vie des habitants»,

Vu le mémoire adressé par la RATP au président de la commission d'enquête le 4 décembre 2015 en réponse au procès verbal de synthèse des observations remis par la commission d'enquête le 29 octobre 2015,

Considérant

Que les divers échanges ayant eu lieu avec le public, les responsables de la RATP, la directrice de la crèche et les élus du 15^{ème} arrondissement de Paris n'ont pas fait apparaître de raison majeure s'opposant à la demande de permis d'aménager,

Que les mesures décrites dans l'étude d'impact et dans le mémoire en réponse à l'Autorité Environnementale pour réduire, corriger ou empêcher préventivement les effets éventuellement néfastes du projet ainsi que ceux du chantier en période de travaux, sont sérieuses, étudiées et justifiées,

Que la gêne éventuelle ressentie par les riverains, voire même dans quelques cas le préjudice subi dans leur environnement visuel ou sonore, est à mettre en balance avec l'intérêt général et la nécessité impérieuse d'assurer en ce lieu dans les meilleures conditions, l'entretien et la mise en sécurité technique ainsi que d'effectuer pendant les années à venir les adaptations technologiques prévisibles des matériels roulants de la RATP,

Que la RATP est un interlocuteur digne de confiance et présentant le sérieux nécessaire pour assurer la suite de la mise en œuvre de l'opération dans le cadre de structures de concertation, qu'elle a décrites dans ses écrits et notamment dans son mémoire de réponse au PV de synthèse,

Qu'il n'a pas été relevé de non-conformité envers tous les règlements, les Codes de l'environnement, de l'urbanisme et de la santé publique, le PLU et les schémas d'organisation et de contrôle environnementaux applicables,

Que les documents et plans du dossier permettent parfaitement de comprendre le projet au stade du permis d'aménager et d'en saisir les impacts,

Qu'une concertation a été conduite depuis des mois envers le public concerné,

Que les organismes compétents et les administrations concernées ont été consultés depuis le début des études du projet et que leurs indications ont été prises en compte par la RATP,

Qu'ils restent en relation avec la RATP et s'apprêtent à poursuivre avec elle les phases à venir de mise au point des parties publiques de l'opération,

Que les observations formulées par l'Autorité Environnementale ont reçu réponse dans les adaptations effectuées par la RATP et dans les engagements de celle-ci au respect de certains critères, à la mise en place de certains contrôles supplémentaires et au suivi préventif des risques d'atteinte au cadre de vie par l'organisme prévu dans le cadre de la concertation,

Que la participation du public a été importante et fructueuse et que la RATP a examiné point par point les observations faites et y a apporté les réponses et compléments utiles à l'amélioration du projet,

Que les procédures suivies ont respecté les obligations liées aux travaux ayant un impact sur l'environnement ainsi que les modalités d'organisation des enquêtes publiques,

Compte tenu des conclusions formulées dans le rapport ci-joint après analyse pour chaque thème, la commission d'enquête

Donne un avis favorable à la demande de permis d'aménager concernant la restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard à Paris 15ème arrondissement,

assorti de quatre recommandations correspondant à des points pour lesquels la RATP s'est engagée par ses réponses à persévérer lors des contrats de maîtrise d'œuvre et de travaux, dans la mise au point du projet pour les dossiers de permis de construire :

R1 : La commission d'enquête recommande que soit recherchée une réduction du planning général de l'opération lorsqu'en seront connus tous les éléments permettant cette réduction, ce qui limitera la durée de perturbation du cadre de vie du quartier.

R2 : La commission d'enquête recommande la mise en place d'un comité de concertation et/ou de suivi conformément au mémoire en réponse du 4 décembre 2015, incluant une représentation des locataires en plus de la représentation des copropriétaires et de la RIVP.

R3 : La commission d'enquête recommande que soient développées les pistes évoquées pour la création d'espaces verts :

Accès au maximum de résidents aux toitures végétalisées, transformées en véritables jardins partagés.

Création d'un petit espace vert de halte et de détente avec quelques arbres et bancs dans un élargissement de la voie nouvelle.

R4 : La commission d'enquête recommande que les études de la phase 2, compte tenu du faible avancement actuel constaté dans le dossier d'enquête et relevé par le public, respectent les conditions et principes environnementaux et prennent en compte les préoccupations mises en évidence par la présente enquête publique au même titre que pour la phase 1.

Paris, le 21 décembre 2015

François Bertrand

Président

Claude Burlaud

Titulaire

Etienne Fougeron

Titulaire